

Comptes du bilan national et des flux financiers, deuxième trimestre de 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le vendredi 11 septembre 2020

La valeur nette nationale augmente légèrement à mesure que l'économie canadienne s'adapte aux restrictions liées à la pandémie de COVID-19

La valeur nette nationale, soit la somme du patrimoine national et de la position d'actif net étranger du Canada, s'est accrue légèrement de 13,7 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent pour atteindre 12 656,7 milliards de dollars au deuxième trimestre. Dans l'ensemble, les réévaluations à la hausse des avoirs étrangers détenus par le Canada par rapport au passif ont compensé la diminution du patrimoine national. La valeur nette nationale par habitant est demeurée relativement stable, soit 331 531 \$.

La position d'actif net étranger du Canada a augmenté de 160,5 milliards de dollars pour atteindre 1 102,2 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Cette croissance était en grande partie attribuable à la reprise observée sur les marchés boursiers mondiaux, lesquels avaient subi des pertes considérables à la fin du premier trimestre. Les récentes variations trimestrielles du bilan net des investissements internationaux sont étroitement liées au rendement des marchés boursiers mondiaux. Ces fluctuations des marchés, découlant de chocs tels que la pandémie de COVID-19, ont tendance à toucher davantage les actifs internationaux que les passifs internationaux du Canada puisqu'une plus grande part de l'actif est détenue sous forme d'actions.

Le patrimoine national, soit la valeur des actifs non financiers dans l'économie canadienne, a enregistré une baisse de 1,3 % pour se situer à 11 554,5 milliards de dollars au deuxième trimestre. La valeur des ressources naturelles a reculé de 23,9 %, à mesure que les prix de l'énergie continuaient de diminuer, pour un quatrième trimestre consécutif. La valeur des stocks a diminué de 28,7 milliards de dollars à mesure que le secteur des entreprises utilisait ses stocks pendant qu'il devait composer avec les perturbations de la chaîne d'approvisionnement. La valeur des biens immobiliers résidentiels s'est accrue de 1,4 %, ce qui a contrebalancé en partie la baisse du patrimoine national, puisque le prix des propriétés est demeuré élevé malgré des investissements limités.

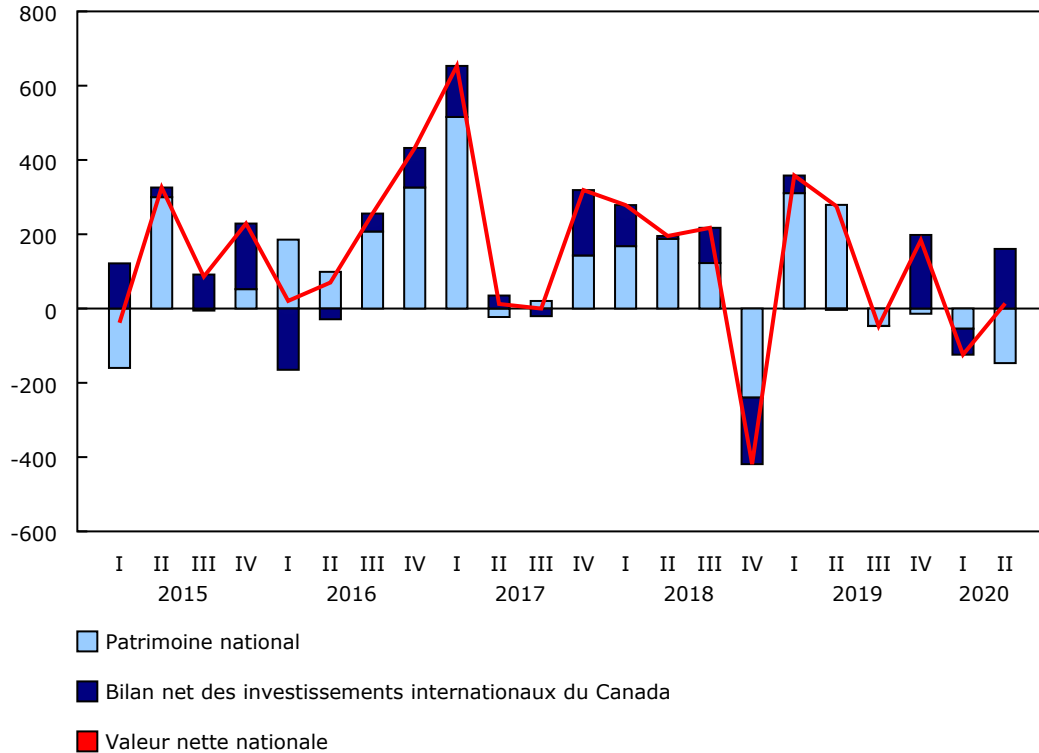
Répercussions de la pandémie de COVID-19

Au cours du deuxième trimestre, le gouvernement canadien a continué d'adopter de nouvelles mesures et d'élargir celles qui existaient déjà pour soutenir l'économie tout en gérant les effets de la pandémie de COVID-19. Contrairement au premier trimestre où l'aide n'est devenue disponible qu'en mars, de nombreux programmes étaient actifs tout au long du deuxième trimestre. Les fonds nécessaires pour appuyer ces programmes ont été surtout financés par des ventes record d'obligations du gouvernement et de bons du Trésor, lesquelles ont été à l'origine d'une augmentation record des emprunts du gouvernement. Malgré des fermetures généralisées qui ont entraîné une diminution de la rémunération des ménages, les paiements de transfert gouvernementaux et la réduction des dépenses ont porté les économies des ménages à un niveau sans précédent. Cela leur a permis de renflouer leurs comptes de dépôt tout en réduisant leur dette. Parallèlement, les sociétés non financières ont continué d'emprunter pendant le deuxième trimestre, en changeant leurs sources de financement pour l'émission d'obligations et l'aide gouvernementale destinée aux entreprises. Après avoir perdu plus de 2 billions de dollars au premier trimestre, la valeur de l'actif des actions et des fonds d'investissement avait recouvré près des trois quarts de ces pertes à la fin du deuxième trimestre, après une reprise marquée des marchés. La devise et les dépôts ont enregistré la plus forte progression trimestrielle jamais enregistrée, alors que des mesures visant à renforcer l'économie canadienne pendant la pandémie de COVID-19 ont été mises en place.



Graphique 1
Variation de la valeur nette nationale, selon la composante

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0580-01.

L'épargne des ménages alimente un niveau record de prêts nets

Les prêts nets du secteur des ménages ont atteint un niveau sans précédent de 69,0 milliards de dollars au cours du trimestre. Bien que la rémunération des employés ait diminué considérablement, elle a été plus que contrebalancée par la hausse marquée des paiements de transfert gouvernementaux versés aux ménages, qui visaient à atténuer les répercussions des mesures relatives à la COVID-19 et qui ont entraîné une augmentation de 10,8 % du revenu disponible des ménages. Cette hausse, conjuguée à une baisse de 13,7 % des dépenses des ménages (en valeur nominale), a fait passer le taux d'épargne des ménages à 28,2 %, par rapport à 7,6 % au trimestre précédent et à 3,6 % au quatrième trimestre de 2019.

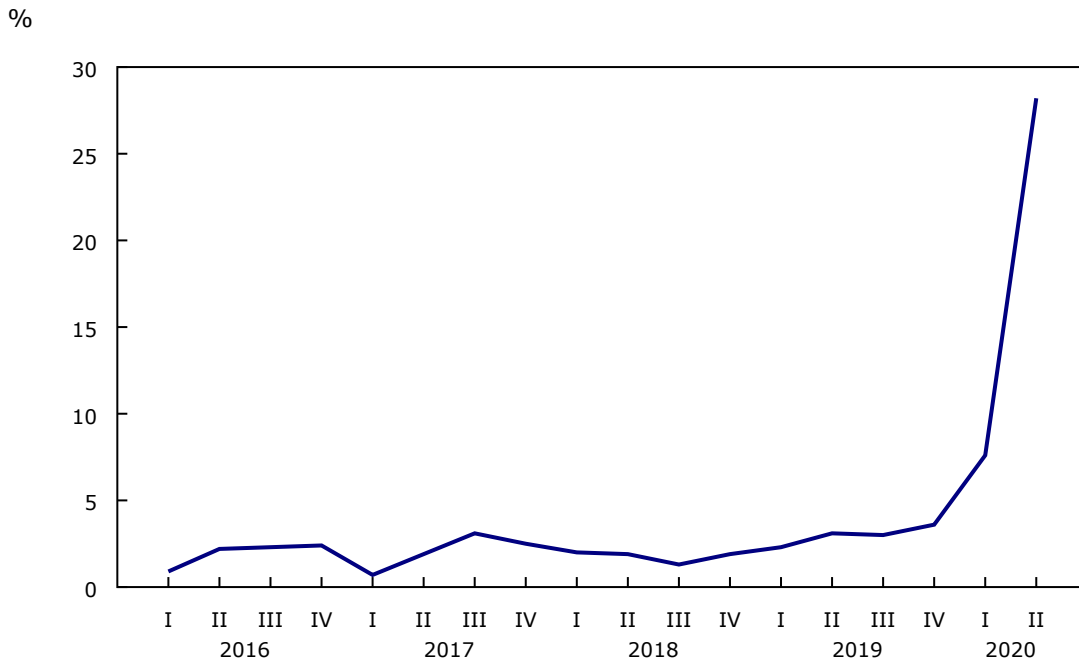
Le taux d'épargne des ménages est agrégé dans toutes les tranches de revenus; cependant, en général, les taux d'épargne sont plus élevés dans les tranches de revenus supérieures, tandis que les tranches de revenus inférieures ont tendance à recevoir des niveaux plus élevés de paiements de transfert gouvernementaux. Toutefois, comme la majorité des industries ont enregistré une diminution de leur rémunération, l'admissibilité à divers programmes gouvernementaux liés à la COVID-19 a peut-être marqué un tournant dans la répartition habituelle du soutien public.

En raison de prêts nets solides, les ménages ont pu accroître leurs actifs financiers et réduire leur dette non hypothécaire et leur dette sur le marché du crédit. En ce qui a trait à l'actif, les ajouts ont surtout pris la forme de devises et de dépôts (+93,9 milliards de dollars), ce qui constitue une hausse sans précédent pour un seul trimestre, ainsi que d'achats de parts de fonds communs de placement pour 6,5 milliards de dollars. Par ailleurs, les ménages ont réduit leur dette non hypothécaire, y compris le crédit à la consommation.

La valeur nette du secteur des ménages, c'est-à-dire la valeur de tous les actifs moins les passifs, a augmenté de 5,0 % pour s'établir à 11 956,2 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit une remontée record après le recul sans précédent enregistré au premier trimestre de 2020. La valeur des actifs financiers s'est accrue de 501,0 milliards de dollars; les réévaluations à la hausse constituaient 423,5 milliards de dollars de cette hausse, tandis que les acquisitions nettes d'actifs financiers en représentaient 77,5 milliards de dollars. Les actions et les fonds d'investissement ont été les principaux éléments à l'origine de l'augmentation des actifs financiers, car ils ont enregistré une hausse de 308,1 milliards de dollars recouvrant ainsi une partie importante des pertes subies lors du premier trimestre. De même, la Bourse de Toronto a progressé de 16,0 % après avoir observé une baisse de 21,6 % un trimestre plus tôt. Parallèlement, les passifs financiers ont légèrement progressé de 0,4 %.

La valeur des actifs non financiers a augmenté de 74,5 milliards de dollars, surtout en raison de la hausse de 78,4 milliards de dollars enregistrée dans le secteur de l'immobilier résidentiel. Les volumes des ventes de revente résidentielle, qui rendent compte de l'activité sur le marché immobilier de la revente, ont ralenti en avril et en mai en raison des restrictions liées à la pandémie de COVID-19, en baisse de 47,7 % en avril et en mai par rapport à la même période en 2019. À l'inverse, les volumes des ventes en juin 2020 ont augmenté de 16,1 % par rapport à juin 2019, car la demande refoulée des mois précédents a fait augmenter les prix et les volumes des ventes. La baisse de l'activité au début du trimestre a entraîné une diminution de 36,7 % des coûts de transfert de propriété mais, malgré une diminution du volume des transactions, la valeur marchande totale de l'immobilier résidentiel a progressé de 1,4 % à la fin du trimestre.

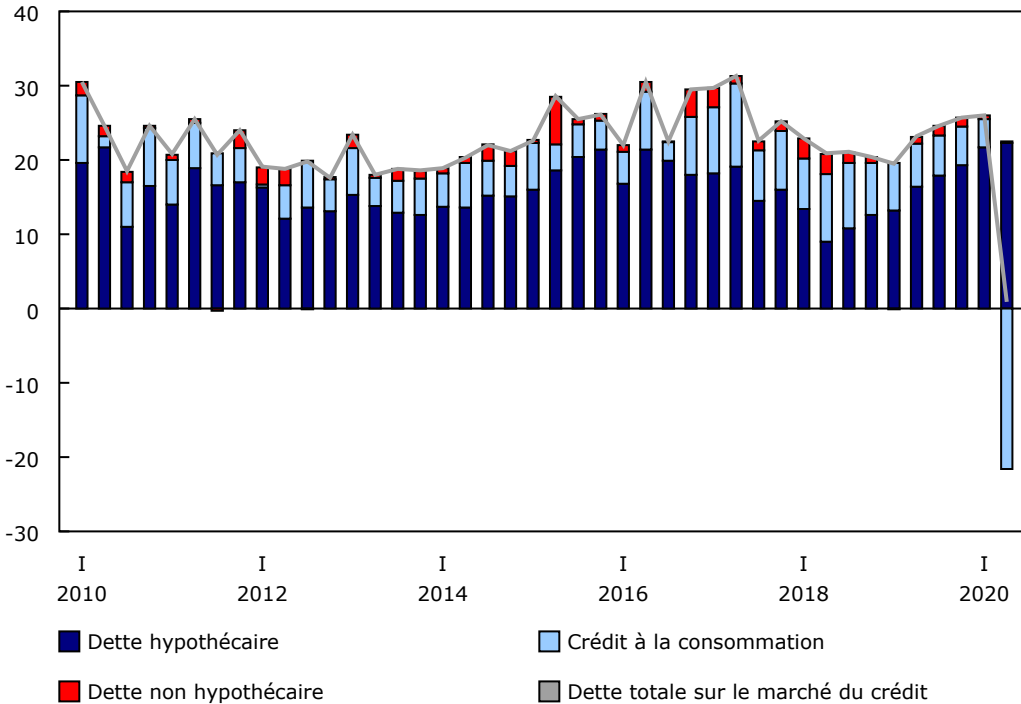
Graphique 2 Taux d'épargne des ménages, désaisonnalisés



Source(s) : Tableau [36-10-0112-01](#).

Graphique 3
Dettes des ménages sur le marché du crédit, flux désaisonnalisés

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 38-10-0238-01.

Le crédit à la consommation diminue de façon marquée

Sur une base désaisonnalisée, l'emprunt total sur le marché du crédit a diminué pour se fixer à 0,9 milliard de dollars au deuxième trimestre, par rapport à 26,0 milliards de dollars au premier trimestre. Ce recul a été attribuable à une baisse de 21,5 milliards de dollars des emprunts non hypothécaires et du crédit à la consommation, car les ménages ont réduit leur principal bien plus rapidement qu'ils ont ajouté de nouvelles dettes et ils ont réduit leurs dépenses de 13,7 %. La demande de prêts hypothécaires est passée à 22,3 milliards de dollars, en hausse de 0,6 milliard de dollars, car plusieurs fournisseurs de prêts hypothécaires ont offert des options de paiement différé afin d'alléger le fardeau des emprunteurs et parce que les taux hypothécaires étaient bas.

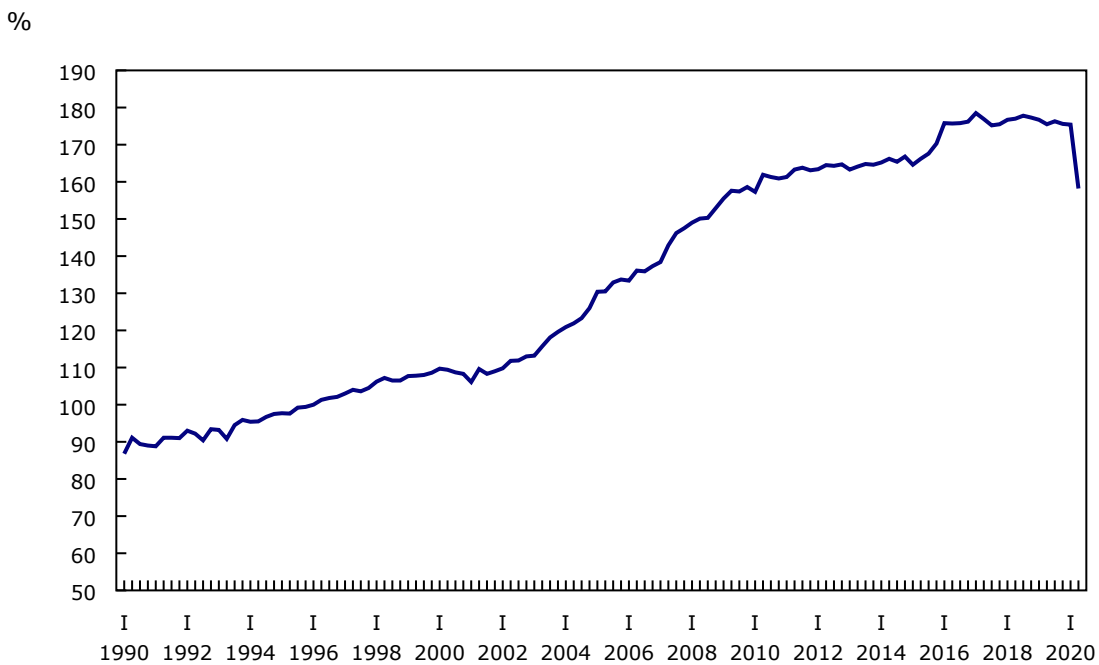
L'encours de la dette sur le marché du crédit (crédit à la consommation, prêts hypothécaires et prêts non hypothécaires) totalisait 2 332,5 milliards de dollars à la fin du trimestre. La dette hypothécaire s'établissait à 1 553,1 milliards de dollars, tandis que le crédit à la consommation et les prêts non hypothécaires se situaient à 779,4 milliards de dollars.

Le ratio du service de la dette des ménages, qui correspond au total des paiements obligatoires du capital et des intérêts sur la dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages, s'est rétréci pour passer de 14,54 % à 12,40 %. Il s'agit de la baisse la plus importante jamais enregistrée. Les reports de paiement liés à la pandémie de COVID-19 ont réduit les paiements obligatoires du capital effectués au cours du deuxième trimestre.

La dette des ménages sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages a diminué pour passer de 175,4 % à 158,2 %, alors que le revenu disponible des ménages s'est accru de 10,8 % et l'encours de la dette sur le marché du crédit est demeuré relativement inchangé. Autrement dit, il y avait 1,58 \$ de dette sur le

marché du crédit pour chaque dollar de revenu disponible des ménages. Le ratio de la dette sur le marché du crédit au revenu disponible est agrégé à travers toutes les tranches de revenus, mais la distribution annuelle montre que les ménages des quintiles de revenus inférieurs ont tendance à avoir un ratio de la dette au revenu disponible plus élevé. Selon les Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, en 2019, les ménages du quintile de revenu inférieur avaient un ratio de la dette sur le marché du crédit au revenu disponible de 281,7 %, tandis que celui du quintile de revenu supérieur se situait à 139,8 %. La même année, les paiements de transfert gouvernementaux versés aux ménages du quintile de revenu inférieur étaient 62,6 % plus élevés que ceux du quintile de revenu supérieur. Puisque les paiements de transfert gouvernementaux versés aux ménages ont surtout été distribués aux personnes dont le niveau de revenu avait diminué ou qui faisaient partie d'une population économiquement vulnérable afin d'atténuer les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19, il se peut que les répercussions sur la dette sur le marché du crédit soient différentes des répartitions historiques.

Graphique 4
Dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible des ménages, données désaisonnalisées



Source(s) : Tableau 38-10-0238-01.

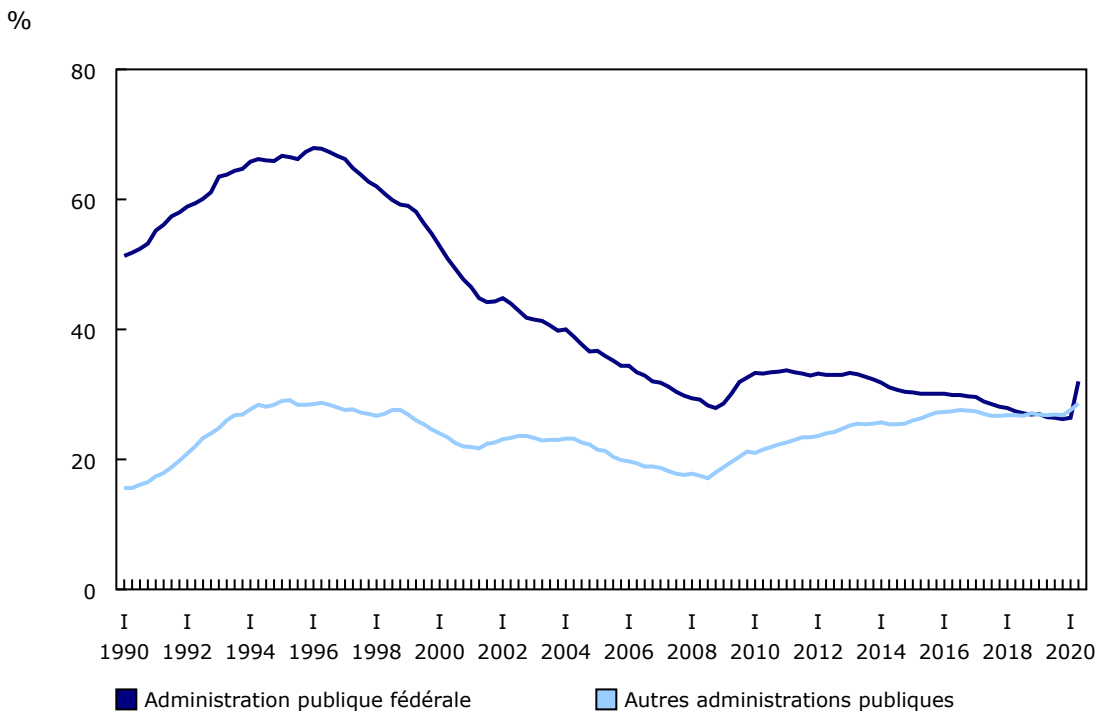
L'emprunt du secteur des administrations publiques bat un nouveau record en réaction à la pandémie de COVID-19

La diminution des revenus et l'augmentation des dépenses liées aux programmes ont entraîné un niveau sans précédent des emprunts nets des administrations publiques. La demande de la dette sur le marché du crédit de l'administration publique fédérale s'est élevée à 302,0 milliards de dollars au deuxième trimestre, surtout en raison de l'émission nette d'effets à court terme (+234,4 milliards de dollars) et d'obligations fédérales (+65,7 milliards de dollars), soit les plus importantes émissions nettes jamais enregistrées pour chacun de ces instruments. Les autres ordres de gouvernement (à l'exclusion des caisses de sécurité sociale) ont également accru leurs emprunts au cours du deuxième trimestre pour les porter à 62,0 milliards de dollars, surtout en raison de l'émission d'obligations provinciales.

La banque centrale a effectué une partie importante des achats de titres garantis par l'État dans le but de soutenir l'économie et de fournir des fonds au gouvernement. En outre, plusieurs programmes gouvernementaux ont été mis en place pour appuyer les entreprises au moyen de prêts directs, les actifs de prêts non hypothécaires des administrations publiques ayant augmenté de 30,3 milliards de dollars au deuxième trimestre.

Le ratio de la dette nette de l'administration publique fédérale (la valeur comptable du total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) au produit intérieur brut (PIB) a bondi pour s'établir à 32,0 %, ce qui représente la plus forte augmentation trimestrielle depuis le début de la série chronologique, car l'emprunt net du secteur de l'administration publique fédérale a augmenté et le PIB a reculé de façon marquée au cours du trimestre. Le ratio de la dette nette des autres administrations publiques (à l'exclusion des caisses de sécurité sociale) au PIB s'est accru pour passer de 27,6 % à 28,6 %.

Graphique 5 Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut



Source(s) : Tableau 38-10-0237-01.

Les sociétés privées non financières transfèrent leurs sources de financement

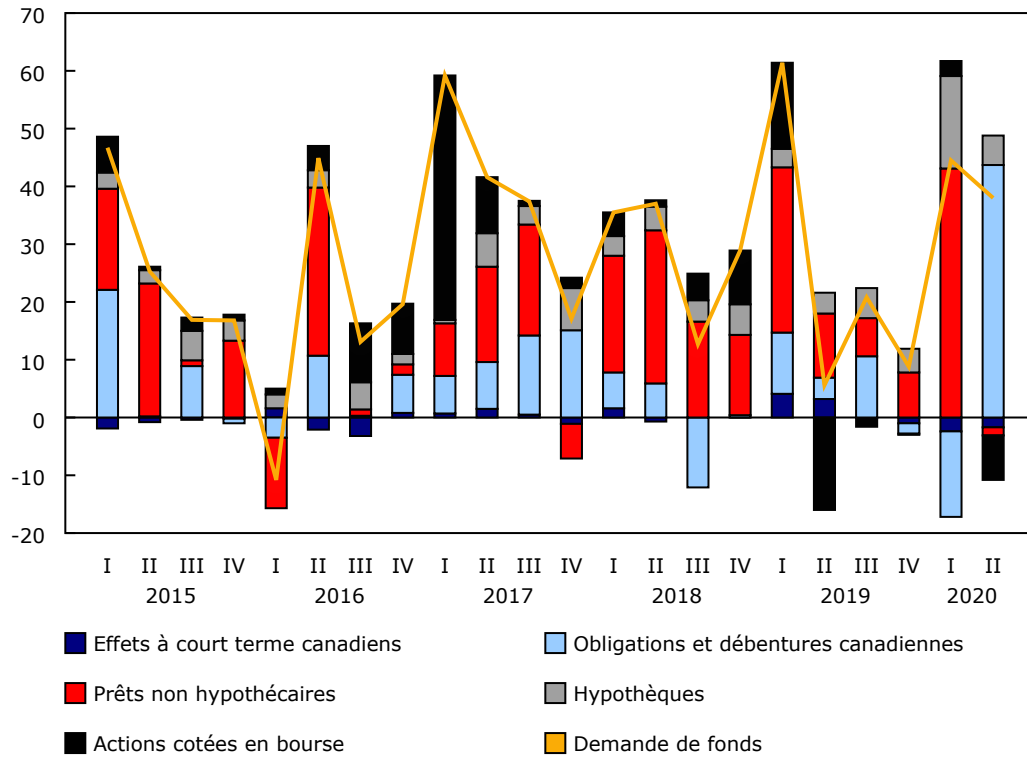
La demande de fonds des sociétés privées non financières s'est établie à 38,0 milliards de dollars, en baisse par rapport à la valeur de 44,5 milliards de dollars enregistrée au trimestre précédent. Au cours du premier trimestre, les sociétés privées non financières ont beaucoup compté sur des prêts non hypothécaires, consentis surtout par des banques à charte et des non-résidents, pour financer provisoirement leurs besoins opérationnels. Pendant le deuxième trimestre, les emprunts ont été transférés vers la dette à plus long terme, surtout par l'émission d'obligations. Les emprunts sous forme de prêts non hypothécaires ont diminué au cours du trimestre, reflétant ainsi une diminution des prêts consentis par les banques à charte, laquelle a été presque contrebalancée par une hausse des prêts consentis par l'administration publique fédérale en raison des programmes comme le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes.

Le ratio d'endettement (à la valeur marchande) des sociétés non financières privées a diminué pour passer de 213,2 % à 199,7 %. Les actions détenues par des sociétés privées non financières ont augmenté davantage que leurs titres de créance, car le cours des actions a rebondi brusquement.

Le ratio de la dette des sociétés privées non financières sur le marché du crédit (à la valeur comptable) au PIB a augmenté pour passer de 70,5 % à 73,3 %, alors que le PIB a subi une baisse marquée au cours du trimestre et que leur niveau d'endettement a augmenté.

Graphique 6
Demande de fonds des sociétés privées non financières

milliards de dollars

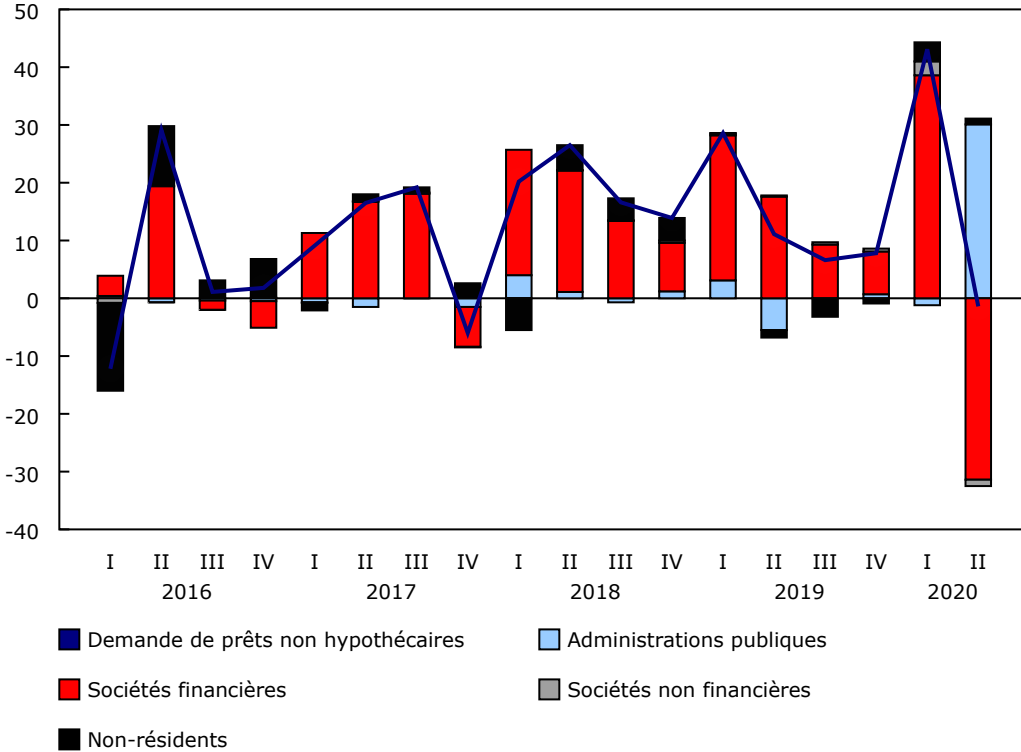


Source(s) : Tableau 36-10-0579-01.

Graphique 7

Demande de prêts non hypothécaires des sociétés privées non financières, sur une base de qui à qui

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0578-01 et le produit de visualisation de données « Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers » 71-607-X.

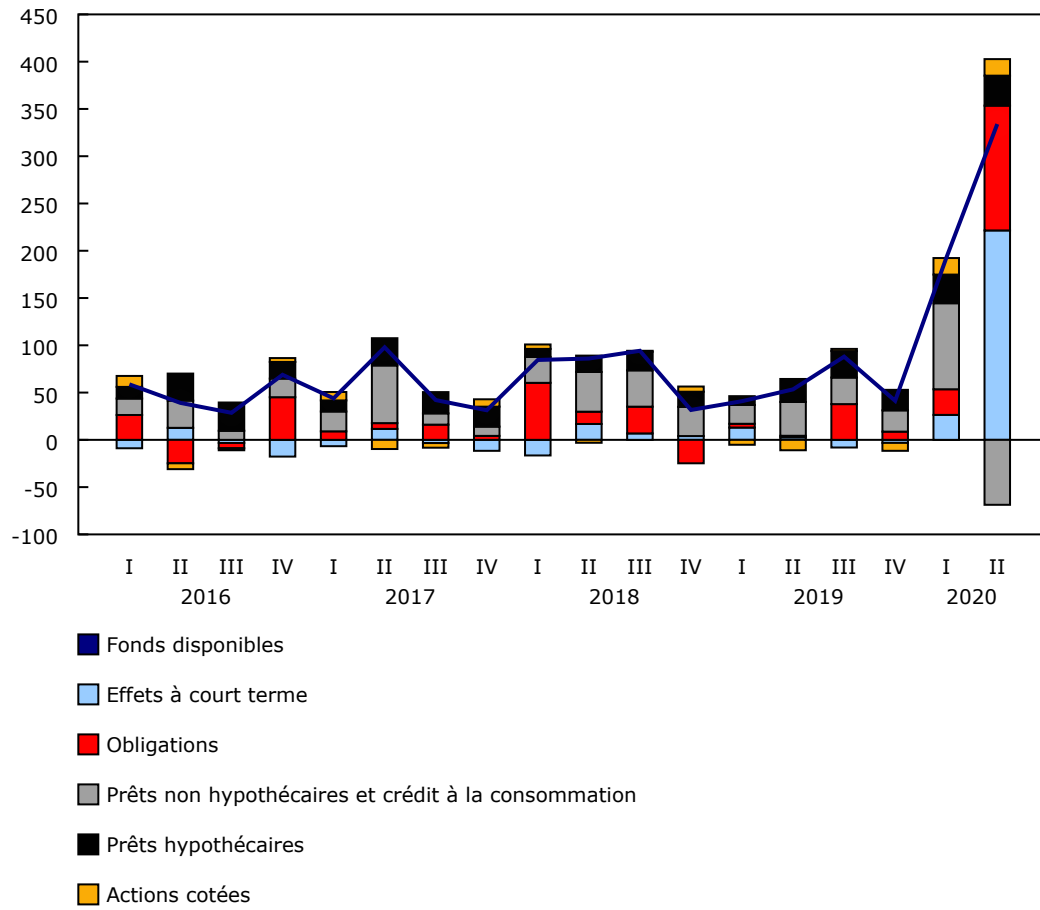
Les prêts du secteur financier augmentent de façon marquée

Le secteur financier a injecté 334,0 milliards de dollars dans l'économie grâce aux instruments du marché financier, ce qui constitue une hausse par rapport à 192,3 milliards de dollars lors du trimestre précédent. Le financement au cours du deuxième trimestre a pris surtout la forme d'effets à court terme (+221,5 milliards de dollars) et d'obligations (+132,0 milliards de dollars). Il s'agit des niveaux les plus élevés jamais enregistrés. Cette augmentation des prêts a été atténuée par une réduction de 54,0 milliards de dollars du financement sous la forme de prêts non hypothécaires.

La valeur marchande des actifs financiers s'est accrue de 8,0 % pour s'établir à 16 898,9 milliards de dollars. Les portefeuilles d'actions et de parts de fonds d'investissement (+754,9 milliards de dollars) ont augmenté au cours du trimestre, à mesure que les marchés récupéraient une partie importante des pertes. Les fonds communs de placement et les régimes de retraite en fiducie, deux secteurs dont le patrimoine est en définitive détenu par les ménages, ont vu la valeur de leurs actifs augmenter surtout en raison des réévaluations à la hausse de leurs portefeuilles d'actions étrangères, de parts de fonds communs de placement et d'actions cotées en bourse. La croissance des portefeuilles de titres d'emprunt (+415,3 milliards de dollars) a relancé l'emprunt au deuxième trimestre, alors que la banque centrale a accéléré les achats de titres d'État. L'argent liquide et les dépôts, surtout détenus par des banques à charte, ont augmenté de 212,1 milliards de dollars au cours du trimestre, tandis que le financement par actifs de prêts a reculé de 55,2 milliards de dollars.

Graphique 8
Prêts accordés par le secteur financier

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0578-01.

Note aux lecteurs

Révisions des estimations du premier trimestre

Lorsque les données du premier trimestre ont été diffusées le 12 juin, l'imposition soudaine de restrictions liées au travail et les contraintes techniques et opérationnelles ont nui à la collecte et à la compilation des données de Statistique Canada. Par la suite, Statistique Canada a été en mesure de surmonter ces limites et de produire des données révisées pour le premier trimestre, qui sont comprises dans le présent communiqué. Puisque les données du Relevé trimestriel des états financiers, qui fournit des données financières sur les sociétés, n'étaient pas disponibles au moment de l'estimation du bilan national et des comptes des flux financiers du premier trimestre, les données étaient fondées sur les estimations en cours plutôt que sur les résultats définitifs. Le présent communiqué repose sur les résultats définitifs des deux trimestres.

Traitements et ajustements conceptuels particuliers

Pour atténuer les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19, les gouvernements ont mis en œuvre un certain nombre de programmes, notamment la Subvention salariale d'urgence du Canada et la Prestation canadienne d'urgence. Pour obtenir des explications détaillées sur la façon dont les mesures de soutien instaurées par le gouvernement ont été traitées dans la compilation des estimations, veuillez consulter le rapport intitulé « [Saisie des mesures liées à la COVID-19 dans les comptes nationaux](#) ».

Les secteurs des entreprises et des administrations publiques ont offert des reports de paiement sous diverses formes. Dans les comptes des administrations publiques, les revenus reportés seront comptabilisés comme ils le seraient normalement et un poste débiteur sera enregistré. La position de trésorerie du secteur qui bénéficie des reports augmentera pendant la durée des reports, tandis que celle des administrations publiques visées diminuera par rapport au cas où il n'y a pas de tels reports.

La Banque du Canada a mis en place un certain nombre d'initiatives conçues pour soutenir l'économie canadienne. Par exemple, elle a annoncé la création du Programme d'achat de papier commercial, qui vise à atténuer les tensions sur les marchés de financement à court terme. Les effets de ces initiatives seront observés, entre autres, dans les comptes financiers et du patrimoine.

Révisions

La présente diffusion des données du deuxième trimestre des comptes du bilan national et des flux financiers comprend les estimations révisées du premier trimestre de 2020. Ces données intègrent des données nouvelles, des données révisées ainsi que des données mises à jour sur les tendances saisonnières. En outre, comme dans le communiqué portant sur les données du troisième trimestre de 2019, de nouveaux renseignements sur les sous-secteurs financiers sont disponibles. Le sous-secteur « Autres institutions financières privées » a été ventilé en sous-secteurs financiers supplémentaires et certains secteurs financiers ont été réorganisés, de sorte qu'ils correspondent davantage aux classifications internationales actuelles. Un aperçu de ces changements apportés à la classification des secteurs et des renseignements sur d'autres révisions aux concepts, aux méthodologies et aux statistiques sont présentés dans le document « [Vue d'ensemble des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2019](#) » (13-605-X).

Des améliorations aux données des comptes du bilan national et des flux financiers, telles que l'élaboration de renseignements détaillés sur les contreparties par secteur, seront incorporées sous peu. Afin de faciliter cette initiative ainsi que d'autres améliorations, il a fallu prolonger la période de la révision annuelle (normalement les trois années précédentes) au moment de la diffusion des données du troisième trimestre. Ainsi, pour les deux prochaines années, lors de la diffusion des comptes financiers et du patrimoine du troisième trimestre, les données seront révisées rétrospectivement jusqu'à 1990 pour assurer une série chronologique continue.

Comptes financiers et du patrimoine sur une base de qui à qui : certains instruments financiers

Le produit de visualisation des données « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) » a été mis à jour en fonction des données du premier trimestre de 2020 au deuxième trimestre de 2020.

Prochaine diffusion

Les données du troisième trimestre sur les comptes du bilan national et des flux financiers seront diffusées le 11 décembre.

Aperçu des comptes financiers et du patrimoine

La présente diffusion des données des comptes financiers et du patrimoine regroupe les comptes du bilan national (CBN), les comptes des flux financiers (CFF) et les comptes des autres changements d'actifs.

Les CBN sont composés des bilans de tous les secteurs et sous-secteurs de l'économie. Les principaux secteurs sont les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages, les sociétés financières, les sociétés non financières, les administrations publiques et les non-résidents. Les CBN englobent tous les actifs non financiers nationaux et toutes les créances d'actifs et de passifs financiers non réglées de tous les secteurs. Afin de permettre une meilleure interprétation des données sur les flux financiers, certaines séries sur les emprunts des ménages sont offertes sur une base désaisonnalisée (tableau 38-10-0238-01). Toutes les autres données ne sont pas désaisonnalisées. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les CFF permettent de mesurer les prêts et les emprunts nets par secteur en examinant les opérations financières dans l'économie. Ils fournissent une mesure de l'investissement financier net, qui correspond à la différence entre les opérations en actifs financiers et en passifs financiers (p. ex. les achats nets de titres moins les émissions nettes de titres). Les CFF mettent également en lumière le lien entre les activités financières et non financières dans l'économie, lequel associe les estimations de l'épargne et l'acquisition de capital non financier (p. ex. l'investissement en logements neufs) aux opérations financières sous-jacentes.

Alors que les CFF enregistrent des changements dans les actifs et les passifs financiers entre l'ouverture et la fermeture du bilan associés aux transactions lors de la période de comptabilisation, la valeur des actifs et des passifs détenus par une institution peut aussi changer pour d'autres raisons. Ces autres types de changements, que l'on appelle les autres flux économiques, sont enregistrés dans le compte des autres changements d'actifs.

Ce compte comporte deux composantes principales. La première composante principale est le compte des autres changements de volume d'actifs. Ce compte comprend les changements dans les actifs et les passifs non financiers et financiers liés à l'apparition économique et à la disparition d'actifs, les effets d'événements externes comme les guerres ou les catastrophes sur la valeur des actifs ainsi que les changements de classification et de structure des actifs. La deuxième composante principale est le compte de réévaluation, qui présente les gains et les pertes d'avoirs revenant aux propriétaires d'actifs et de passifs non financiers et financiers pendant la période de comptabilisation découlant des changements dans les évaluations aux prix du marché.

À l'heure actuelle, seul l'agrégat des autres changements d'actifs est accessible dans le Système canadien des comptes macroéconomiques; aucun renseignement sur les différentes composantes n'est accessible.

Les définitions relatives aux indicateurs financiers sont présentées dans le document intitulé « [Indicateurs financiers des Comptes du bilan national](#) » et dans le [Glossaire du Système canadien des comptes macroéconomiques](#).

De plus amples renseignements sur les Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages sont présentés dans le tableau 36-10-0587-01.

Tableau 1
Comptes du bilan national — Valeur marchande, données non désaisonnalisées

	Premier trimestre de 2019	Deuxième trimestre de 2019	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Premier trimestre au deuxième trimestre de 2020
	milliards de dollars						variation en milliards de dollars
Valeur nette nationale	12 355	12 630	12 583	12 767	12 643	12 657	14
Variation d'une période à l'autre, en pourcentage	3,0	2,2	-0,4	1,5	-1,0	0,1	...
Patrimoine national	11 537	11 816	11 770	11 756	11 701	11 554	-147
Variation d'une période à l'autre, en pourcentage	2,8	2,4	-0,4	-0,1	-0,5	-1,3	...
Bilan net des investissements internationaux du Canada	817	814	813	1 012	942	1 102	161
Valeur nette nationale, par secteur							
Secteur des ménages	11 253	11 416	11 530	11 737	11 390	11 956	567
Secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages	129	133	136	139	142	145	3
Secteur des sociétés	708	850	689	623	958	521	-437
Secteur des administrations publiques	265	231	229	268	153	34	-120
	dollars						variation en dollars
Valeur nette nationale par habitant	330 268	336 005	332 907	336 910	332 776	331 531	-1 245
Patrimoine national par habitant	308 418	314 357	311 387	310 218	307 991	302 660	-5 331

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau [36-10-0580-01](#).

Tableau 2
Indicateurs du secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages — Valeur marchande

	Premier trimestre de 2019	Deuxième trimestre de 2019	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020
	%					
Secteur des ménages, données non désaisonnalisées						
Dette en proportion du produit intérieur brut (PIB)	100,66	101,21	101,84	101,61	101,93	106,16
Dette en proportion du revenu disponible	175,19	175,87	176,06	175,31	174,10	168,91
Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	172,96	173,65	173,86	173,07	171,74	166,78
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	163,88	164,53	164,81	164,14	162,81	158,19
Valeur nette en proportion du revenu disponible	874,84	877,42	875,32	879,03	842,63	854,95
Dette en proportion des actifs totaux	16,68	16,70	16,75	16,63	17,12	16,50
Dette en proportion de la valeur nette	20,03	20,04	20,11	19,94	20,66	19,76
Dette sur le marché du crédit en proportion de la valeur nette	19,77	19,79	19,86	19,69	20,38	19,51
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion de la valeur nette	18,73	18,75	18,83	18,67	19,32	18,50
Total des actifs en proportion de la valeur nette	120,03	120,04	120,11	119,94	120,66	119,76
Actifs financiers en proportion de la valeur nette	63,21	63,45	63,71	63,90	61,85	63,11
Actifs financiers en proportion des actifs non financiers	111,25	112,13	112,95	114,02	105,17	111,41
Capitaux propres en proportion des biens immobiliers	74,25	74,18	73,96	73,98	74,26	74,16
Biens immobiliers en proportion du revenu disponible	438,19	438,00	435,59	434,99	438,60	429,55
Secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages, données non désaisonnalisées						
Dette en proportion du PIB	102,85	103,40	104,03	103,79	104,13	108,46
Dette en proportion du revenu disponible	174,98	175,73	175,97	175,24	174,05	168,76
Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	170,63	171,42	171,69	170,92	169,79	164,66
Secteur des ménages, données désaisonnalisées						
Dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	176,70	175,48	176,33	175,62	175,37	158,21
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	167,51	166,30	167,12	166,48	166,32	150,07

Source(s) : Tableaux [38-10-0235-01](#) et [38-10-0238-01](#).

Tableau 3
Indicateurs du secteur des sociétés — Données non désaisonnalisées

	Premier trimestre de 2019	Deuxième trimestre de 2019	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020
	%					
Secteur des sociétés						
Dettes totales des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur marchande)	187,51	188,54	190,33	188,59	213,24	199,74
Dettes sur le marché du crédit des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur comptable)	61,30	60,79	61,79	61,19	67,04	65,03
Dettes sur le marché du crédit (à la valeur comptable) des sociétés privées non financières en proportion du produit intérieur brut (PIB)	67,27	66,88	67,18	66,49	70,49	73,34

Source(s) : Tableaux [38-10-0236-01](#), [38-10-0234-01](#) et [36-10-0103-01](#).

Tableau 4
Indicateurs du secteur des administrations publiques — Données non désaisonnalisées

	Premier trimestre de 2019	Deuxième trimestre de 2019	Troisième trimestre de 2019	Quatrième trimestre de 2019	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020
	%					
Secteur des administrations publiques						
Dettes brutes (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), administrations publiques	112,64	111,74	111,99	110,78	114,32	132,49
Dettes brutes (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	43,13	42,64	42,68	42,26	43,39	57,79
Dettes brutes (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	64,57	64,38	64,08	63,67	64,68	69,31
Dettes nettes (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administrations publiques	40,64	39,80	39,78	39,70	40,39	46,39
Dettes nettes (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	27,04	26,54	26,41	26,18	26,43	32,01
Dettes nettes (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	26,87	26,77	26,86	26,81	27,61	28,62

Source(s) : Tableau [38-10-0237-01](#).

Tableaux disponibles : [11-10-0065-01](#), [36-10-0448-01](#), [36-10-0467-01](#), [36-10-0578-01](#) à [36-10-0580-01](#) et [38-10-0234-01](#) à [38-10-0238-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1804](#) et [1806](#).

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X](#)).

Le portail [Statistiques des comptes économiques](#), accessible sous l'onglet *Sujets* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leurs structures.

Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens ([13-605-X](#)) est accessible.

Il est également possible de consulter le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-606-G](#)).

Il est également possible de consulter le *Guide méthodologique : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-607-X](#)).

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca) ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).